

# Les impasses de l'action culturelle en Algérie

*L'Algérie a-t-elle une politique de la culture ? Quelle est la réalité après les quelques opérations vitrines de ces dernières années ? Une scène en manque d'auteurs, des acteurs déboussolés et une immense attente...*

La chose paraissait entendue : sitôt l'indépendance acquise, la jeune nation algérienne s'attellerait sans délai à l'édification d'un Etat authentique, heureux et équitable – un Etat qui serait donc forcément révolutionnaire – pour tous et où, bien entendu, la culture serait l'un des moteurs essentiels. Accouchée dans la douleur au terme de la longue "nuit coloniale", il fallait à la Nation vite recouvrer ses esprits, ne laisser ni le doute s'immiscer ni l'élan victorieux retomber et bâtir les fondations de lendemains qui chantent. Plus encore, elle devait tout mettre en œuvre pour faire en sorte que l'ordre des choses retrouve son cours normal. Ainsi, pour reprendre la formule de Mostefa Lacheraf, *"une forme de culture apparaît-elle sous l'impulsion d'un sentiment national ; elle porte en elle tous les espoirs d'une restauration ; bien conçue, elle pourrait pallier les lacunes et l'indigence intellectuelle au niveau des cadres et de la jeunesse militante et favoriser, sur le double plan mental et civique, le transfert indispensable de la nation à la société"*<sup>(1)</sup>.

Mais aujourd'hui, plus de quarante années après l'indépendance nationale, une histoire de l'action culturelle initiée par l'Etat algérien reste à écrire. C'est un domaine de recherche assez pauvre en travaux, car obscur, ingrat ; un domaine où les chiffres et les faits sont épars, les archives rares ou mal ordonnées ; un domaine qui exige que l'on s'affranchisse des clivages et des préjugés sociaux établis.

## UNE SYNTHÈSE CHIMÉRIQUE

La référence à Mostefa Lacheraf<sup>(2)</sup>, ici, n'est pas fortuite. Celui que l'on peut considérer comme un des idéologues les plus influents (et pourtant discrets) a abordé, au travers de ses nombreux écrits, la question de la définition de l'identité algérienne et donc de la possibilité d'une culture qui serait authentiquement algérienne. Ses analyses sont à l'origine d'une bonne part de la pensée politique et culturelle algérienne. Dès le départ, Lacheraf a bien vu que, dans l'Algérie naissante, il faudrait penser d'une façon très précise le rapport au patrimoine culturel, c'est-à-dire dessiner l'articulation délicate entre une identité originelle algérienne mythique, mélange d'Islam et d'arabité (origine essentielle pour la constitution de l'unité nationale), et un présent né du tumulte de la guerre et immergé dans un monde complexe. Il ne s'agit rien moins que de penser ce fameux rapport entre "tradition" et "modernité". Sur ce plan-là, Lacheraf semble en accord avec les thèses de Malek Bennabi<sup>(3)</sup>. Cependant, là où ce dernier subordonne toute sa pensée à un préalable simple, à savoir l'islamité irréductible de l'Algérie, stipulant que c'est uniquement à partir de la composante islamique que l'on doit penser l'édification d'une culture nationale, Lacheraf tentera de son côté des analyses plus complexes en vue d'une synthèse qui ne soit pas l'otage de carcans idéologiques (marxistes, islamiques, libéraux...), synthèse chimérique au final.

En vérité, ce sont la faiblesse et la rareté d'une pensée de l'action culturelle qui dominent dans ces années-là. Pour les dirigeants algériens (le plus souvent des militaires à la culture fruste, qui ont passé leur jeunesse dans les maquis), la culture est une annexe de la vie quotidienne, et ils manifestent à l'égard du monde culturel une espèce de méfiance doublée d'un complexe d'infériorité. Ils tentent alors, le plus souvent, de l'associer au monde du sport, mais rarement à la sphère éducative. En outre, histoire de satisfaire les extrêmes, une sorte de *modus vivendi* est implicitement trouvé : d'un côté, la sphère éducative, qui est la chasse gardée de l'aile conservatrice du FLN ; de l'autre, la culture, qui est généreusement cédée aux progressistes (entendre l'aile gauche du parti, investie par les militants du PAGES<sup>(4)</sup>). Bien plus, il faut attendre le gouvernement du 21 juillet 1970 pour voir apparaître le premier ministère de la Culture, jusque-là annexé au gré des humeurs aux ministères de l'Information ou de la Jeunesse et des Sports !

*"Par le peuple et pour le peuple"* : telle est la devise de la jeune république ; et tel sera le credo de toute action, culturelle ou autre : une action horizontale en somme, qui créerait ses fondements *ex nihilo* et redistribuerait ses bienfaits équitablement, au bonheur de tous. Une action culturelle qui se veut positive, enthousiaste, frappée du sceau de la bonne santé physique et de la jeunesse triomphante. Dans ces années, schématiquement, tout est encore possible, mais c'est précisément la définition de ce "possible" qui reste à déterminer. Et la culture est d'abord une question de dimension, de poids, d'organisations de masse et de masses populaires qu'il faut éduquer. Les années 1960 sont celles des regroupements, des utopies collectives et des unions sacrées : c'est l'Union des écrivains algériens, au casting de rêve, qui voit se réunir, sans distinction d'obédience et sans préjugés apparents, Rachid Boudjedra, Malek Haddad, Kateb Yacine, Mouloud Mammeri, Jean Sénac... Les plasticiens – même s'ils ont déjà plus de mal, l'idéologie dominante

préconisant un réalisme strict et sourcilieux – font de même (Denis Martinez, Ali Silem, Baya, Mesli créent le groupe Aouchem), et le théâtre se met au diapason... Partout et pour tous, il s'agit d'édifier "l'Algérien nouveau", celui qui aurait dû exister, n'étaient les cent trente années de colonisation. La culture n'est à aucun moment envisagée sous l'angle du plaisir, du savoir ou de l'intelligence, mais bien plutôt sous le jour de l'ignorance supposée ou réelle du peuple et, partant, de son éducation à (par)faire.

Dès lors, l'action culturelle souffrira en permanence de ces tensions idéologiques, du flou politique, du mépris affiché à son égard ; elle sera tiraillée entre l'indifférence ou la tentative d'instrumentalisation. On privilégie au travail de fond l'organisation spectaculaire de grands festivals qui garantissent un retentissement médiatique international. De fait, aucune réflexion sérieuse n'est entamée, et les intellectuels, les écrivains algériens de renom, hier soudés et enthousiastes, se dispersent, renoncent, s'exilent....

#### ULTIMES AVATARS

Dans les années 1970 et 1980, le malaise ira s'aggravant entre, d'une part, le désir d'une modernité culturelle clairement affichée (Festival panafricain de musique, cinéma algérien à l'avant-garde des pays émergents, acquisitions massives de livres revendus en librairie à des prix symboliques<sup>(5)</sup>...) et, d'autre part, les réformes de l'Education nationale, essentiellement conservatrices, s'arc-boutant davantage sur une définition minimaliste de l'identité algérienne (le sacro-saint "socle arabo-musulman") et débouchant sur les programmes de l'Ecole fondamentale, décrétant l'arabisation totale du système éducatif.

Jamais il n'y a eu de consensus clair sur la démarche à suivre, les buts à atteindre, comme si la Culture n'était qu'un "fourre-tout" où se matérialisent sporadiquement les intentions les plus ambitieuses et où s'expriment de façon paresseuse les initiatives les plus médiocres. Progressivement – dépression économique et guerre civile obligent –, les volontés vont se déliter, les actions périlcliter (budgets dérisoires, cadres démotivés) jusqu'au milieu des années 1990, avec la dissolution des entreprises publiques les plus importantes (qui avaient en charge la production cinématographique, théâtrale, la fabrication du livre, la gestion des librairies). C'est tout l'environnement culturel qui est bouleversé ; et tous les acteurs culturels se retrouvent orphelins. Toute action est alors vaine.

Pourtant, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, avec la fin de la guerre et une forme de stabilité politique retrouvée, avec l'embellie économique, on aurait pu penser que des actions culturelles significatives seraient engagées. Le terrain est propice, la jeunesse débordante d'une énergie trop longtemps contenue, la création explose (plasticiens, écrivains, chanteurs...), la population est en manque de repères et de biens culturels : tout est là pour qu'avec peu de choses – mais clairement identifiées – la culture puisse enfin prendre sa place loin des manipulations idéologiques (l'islamisme est vaincu, le communisme n'est plus).

Hélas, nous assistons au retour des vieux réflexes autoritaires.

Derniers avatars en date, manifestations aveuglantes de la dispersion dans l'approche du fait culturel : que ce soient le colloque international consacré à saint Augustin en 2001, l'Année de l'Algérie en France en 2003 ou le Salon international du livre d'Alger de 2005, tous ces événements – qui devraient logiquement relever des prérogatives du ministère de la Culture – sont pensés, organisés par la présidence de la République comme autant de grandes messes, finalement plus intégrées dans une stratégie globale de communication internationale que réellement inscrites dans une démarche intérieure. Il faut croire qu'en 2005, en Algérie, la question du rapport à la culture n'a toujours pas été réglée.

Cette attitude est symptomatique, car elle indique bien que, malgré l'échec des différentes politiques éducatives et culturelles initiées depuis l'indépendance, malgré l'opulence des dernières années (flambée des cours du pétrole) et le virage libéral, on ne sait toujours pas par quel bout entamer cet immense chantier. Dans le fameux Programme de relance et de soutien économique<sup>(6)</sup>, le chapitre culturel n'a qu'une maigre part. Ce programme est d'ailleurs une suite de tableaux chiffrés qui distinguent les sommes allouées à chaque secteur. Si – et c'est logique – les infrastructures, la construction de logements ont la part belle, le volet culturel, lui, est le parent pauvre. Bien plus, on semble se réfugier dans les chiffres pour éviter d'aborder les questions structurelles. Il ne s'agit même pas de réfléchir, comme ailleurs, sur le rôle de l'Etat, sur l'avènement des régions ou sur le financement privé<sup>(7)</sup>, mais bien plutôt de voir pourquoi, avec un budget d'à peine 0,2 % du celui de l'Etat, on continue à faire comme si de rien n'était, privilégiant l'organisation de festivals ruineux et de séminaires au prestige douteux.

Pourtant, si l'on tient à ne pas dilapider la richesse principale de ce pays – sa jeunesse, sa vitalité et son enthousiasme (excessifs parfois) –, si l'on ne veut pas que s'infilte le poison mortel du désenchantement et de la désespérance, il serait alors bien temps d'élargir la vision pour ne pas demeurer dans le cercle "*des pays infirmes aussi longtemps qu'ils ne sauront pas profiter des révolutions qu'ils ont faites*", au risque de ne jamais pouvoir "*rejoindre le cours utile de l'histoire*"<sup>(8)</sup>.

---

\* Sofiane Hadjadj a créé avec Selma Hellal les éditions Barzakh, à Alger, en 2000. La maison d'édition, qui a publié plus de quarante titres et une revue, *Parking nomade*, dédiée à la littérature, aux arts et aux essais, réalise aussi de nombreuses coéditions, notamment avec L'Aube. Sofiane Hadjadj est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *La Loi* (Barzakh, 2003, réédition).

(2) Né en 1917 à Sidi Aïssa (deux cents kilomètres au sud d'Alger), il a été un membre et un militant actif du FLN, où il occupe différentes fonctions organiques.

A l'indépendance, il est d'abord diplomate, puis conseiller à la présidence pour les questions éducatives et culturelles et enfin ministre de l'Éducation nationale en 1977.

(3) Malek Bennabi (1905-1973), penseur et essayiste. Personnage atypique, autodidacte, il eut un parcours complexe, entre l'Algérie, la France et l'Égypte. Proche des réformateurs musulmans, il tenta de penser les raisons de la faiblesse du monde musulman et les conditions pour sortir de la crise. Auteur, entre autres, des *Conditions de la renaissance* (1948) et de *Problèmes de la culture* (1957), il eut une grande influence dans les sphères conservatrices, qui considéraient l'Algérie d'abord comme un pays musulman et qui y assujettissaient la question coloniale.

(1) Mostefa Lacheraf, *L'Algérie : nation et société*, Ed. François Maspero, 1965, p. 321. (*Toutes les notes sont de l'auteur.*)

(4) Parti de l'avant-garde socialiste, prolongement officiel du Parti communiste algérien (PCA) après l'interdiction de ce dernier le 29 novembre 1962. Le PAGS, qui œuvre dans la clandestinité, ne sera officiellement reconnu qu'après le 5 juillet 1989, date de l'avènement du multipartisme initié par le gouvernement de Mouloud Hamrouche.

(5) L'Algérie se lance aussi dans des opérations de séduction internationale, produisant les films de Youssef Chahine, participant largement à l'éclosion des Editions Sindbad en achetant systématiquement plusieurs milliers d'exemplaires de chacun des titres publiés, ouvrages que l'on retrouve... aujourd'hui encore dans certaines librairies, reliquats émouvants d'une certaine époque !

(6) Couvrant la période 2005-2009, le PRSE, lancé en grande pompe en juin 2005, fait déjà saliver les multinationales du monde entier avec sa dotation de 5 milliards de dollars !

(7) Avec l'explosion libérale et la montée de fortunes personnelles colossales, le financement privé, qui pourrait bien constituer, à l'avenir, un axe important dans la vie culturelle, semble pour l'instant naviguer dans le flou des définitions : soutien, sponsoring, mécénat... Il privilégie pour l'heure un soutien massif aux clubs de football ou le sponsoring de concerts de raï ou de rap... ou encore l'aide à la construction de mosquées !

(8) Mostefa Lacheraf, *ibidem*, p. 45.